

# Petit historique de la démocratie directe (pour savoir de quoi on parle)

---

## Préambule

Ce texte n'est en rien une proposition de décision. Il ne s'agit pas de demander aux membres de se prononcer sur sa pertinence ou de l'appliquer d'une manière ou d'une autre au sein du mpOC. Il a pour but de donner un contexte culturel commun à la démocratie directe et de tenter autant que faire se peut de la définir.

## Quelques définitions pour nous éclairer

Sources : Wikipedia en italique, Larousse en normal.

### Démocratie

La **démocratie** est le régime politique dans lequel le peuple est souverain. La formule d'Abraham Lincoln : la démocratie est « le gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple », est l'une des définitions canoniques couramment reprise, ainsi qu'en témoigne son introduction dans la Constitution de 1958 de la Cinquième République française. Cette définition est proche du sens étymologique du terme démocratie, du grec ancien δημοκρατία / *dēmokratía*, « souveraineté du peuple », de δῆμος / *dēmos*, « peuple » et κράτος / *krátos*, « pouvoir », « souveraineté »; le peuple renvoyant cependant à la notion plus restrictive de citoyens (la citoyenneté n'étant pas forcément donnée à toute la population). Cependant, cette définition reste susceptible d'interprétations différentes, aussi bien quant à la signification concrète de la souveraineté populaire que pour son application pratique - ce qui apparaît clairement au regard de la diversité des régimes politiques qui se sont revendiqués et qui se revendiquent comme démocratie. Ainsi, aujourd'hui encore, il n'existe pas de définition communément admise de ce qu'est ou doit être la démocratie.

n.f. Système politique, forme de gouvernement dans lequel la souveraineté émane du peuple

### Démocratie représentative

La **démocratie représentative** ou **régime représentatif** ou **gouvernement représentatif** est un système politique dans lequel on reconnaît à un organisme le droit de représenter une nation ou une communauté. La volonté des citoyens s'exprime par la médiation de représentants élus qui incarnent la volonté générale, votent la loi, et contrôlent éventuellement le gouvernement. Dans ce système, ce sont les meilleurs selon les électeurs qui détiennent le pouvoir et représentent la Nation et/ou le peuple dans son ensemble.

Système politique dans lequel le peuple exerce sa souveraineté par l'intermédiaire d'organes représentatifs.

## Démocratie participative

La **démocratie participative** est une forme de partage et d'exercice du pouvoir, fondée sur le renforcement de la participation des citoyens à la prise de décision politique. On parle également de « démocratie délibérative » pour mettre l'accent sur les différents processus permettant la participation du public à l'élaboration des décisions, pendant la phase de délibération. La délibération participative ou délibérative peut prendre plusieurs formes, mais elle s'est d'abord instaurée sur le terrain de l'aménagement territorial et de l'urbanisme, avant de s'étendre dans les champs de l'environnement. Dans ces cadres, les associations jouent un rôle central en tant qu'interlocuteurs pour les autorités publiques.

Pas de définition dans le Larousse

NB : la définition de Wikipedia semble montrer que la démocratie participative s'exerce dans le cadre de la démocratie représentative. Le terme semble dater des années 60.

## Autogestion

Dans sa définition classique, l'**autogestion** (du grec *autos* « soi-même » et du latin *gestio*, « gérer ») est le fait, pour un groupe d'individus ou une structure considérée, de prendre les décisions concernant ce groupe ou cette structure par l'ensemble des personnes membres du groupe ou de la structure considérée. (Suit un article expliquant que les formes d'autogestion sont multiples et vont de la pratique du consensus dans une entreprise « capitaliste » jusqu'à des projets réellement novateurs)

Nom féminin Gestion d'une entreprise par l'ensemble du personnel, soit directement, soit par l'intermédiaire de représentants élus et révocables par eux-mêmes.

Gestion d'une collectivité par elle-même.

## Anarchisme

L'**anarchisme** est un courant de philosophie politique développé depuis le XIX<sup>e</sup> siècle sur un ensemble de théories et pratiques anti-autoritaires<sup>1</sup>. Fondé sur la négation du principe d'autorité dans l'organisation sociale et le refus de toutes contraintes découlant des institutions basées sur ce principe<sup>2</sup>, l'anarchisme a pour but de développer une société sans domination, où les individus coopèrent librement dans une dynamique d'autogestion<sup>3</sup>.

n.m. Conception politique et sociale qui se fonde sur le rejet de toute tutelle gouvernementale, administrative, religieuse et qui privilégie la liberté et l'initiative individuelles. (Synonyme : anarchie.)

## Socialisme libertaire

Le socialisme libertaire regroupe un ensemble d'approches politiques qui visent à établir une société libre de toute hiérarchie politique, sociale et économique - une société d'où toute institution coercitive, répressive, autoritaire ou violente soit exclue, et dans laquelle toute personne aurait un accès libre et égal à toutes les ressources d'information et de production, - ou encore une société dans laquelle de telles institutions seraient réduites au minimum. Cette égalité et cette liberté seraient réalisées principalement à travers l'abolition des institutions d'autorité d'une part, et de la propriété privée d'autre part, afin que le contrôle direct des moyens de production soit détenu par l'ensemble de la classe laborieuse. L'anarchisme socialiste prône en cela l'identification, la critique et le démantèlement pratique de toute autorité, conçue comme illégitime dans tous les aspects de la vie

sociale. Aussi les anarchistes socialistes considèrent-ils que « l'exercice du pouvoir sous quelque forme institutionnelle, qu'elle soit économique, politique, religieuse ou sexuelle - fait autant violence à celui qui l'exerce et celui qui le subit ».

Libertaire : n.m. Partisan de la liberté absolue, anarchiste.

## Libertarianisme

Le **libertarianisme** est une philosophie politique prônant la liberté individuelle, en tant que Droit naturel, comme valeur fondamentale des rapports sociaux, des échanges économiques et du système politique. Les libertariens se fondent sur le Principe de non-agression<sup>2</sup> qui affirme que nul ne peut prendre l'initiative de la force physique contre un individu, sa personne, sa liberté ou sa propriété. De fait, ses partisans, les **libertariens**, sont favorables à une réduction, voire une disparition de l'État en tant que système fondé sur la coercition, au profit d'une coopération libre et volontaire entre les individus. (NB : le libertarianisme décrit dans le reste de l'article, c'est la nouvelle droite ou anarchisme capitaliste. Son défenseur principal est Friedrich Hayek, un copain de Milton Friedman)

Pas de définition dans le Larousse

## Conseillisme

Le **communisme de conseils** ou **conseillisme** est un courant marxiste anti-léniniste, pour qui les conseils ouvriers doivent s'organiser en pouvoir insurrectionnel et diriger la société (NB : le reste de l'article décrit l'opposition aux syndicats et le refus strict de participer aux élections)

n.m. : Théorie de ceux qui préconisent les conseils ouvriers.

## Les expériences de démocratie directe

### Athènes du Ve s aCn

Lorsqu'on parle de démocratie directe, on fait souvent référence à la « démocratie grecque ». En réalité, la plupart des cités grecques étaient régies par des tyrans (Corinthe), des oligarchies censitaires (Thèbes et Sparte) ou même des gérontocraties (pouvoir des vieux, à Sparte notamment où les plus de 60 ans avaient pratiquement tout à dire). Il y avait une raison à cela : la plupart des cités avaient des armées de fantassins. Cela signifiait que chaque fantassin devait payer son armement et il va de soi que stratégiquement, celui qui portait cuirasse, casque, lance, et qui avait un cheval était plus actif et plus exposé que celui qui avait juste une pique. De même, celui qui était très âgé était un rude guerrier. L'oligarchie est donc fondée très concrètement sur l'exercice de la guerre...

Pourquoi est-ce différent à Athènes ? Athènes est en bord de mer et ne dispose pas d'une énorme infanterie. Elle possède par contre une flotte. Or, pour mobiliser la flotte, il faut des rameurs, qui sont souvent les plus pauvres. Or si les rameurs refusent de ramer, la flotte n'avance guère, donc il a fallu leur accorder des droits. Les coups d'état oligarchiques à Athènes ont toujours eu lieu, d'ailleurs, quand la flotte était partie. Notons d'ailleurs que la démocratie directe concerne environ ¼ de la population réelle d'Athènes : les citoyens athéniens. Les étrangers (métèques) et les esclaves n'avaient aucun droit de vote, pas plus que les femmes. On naît citoyen quand son père ET sa mère sont citoyens. Les enfants de Périclès et de sa maîtresse, par exemple, ne furent pas citoyens.

Il est intéressant pour nous de faire remarquer comment la démocratie est née à Athènes : les petits agriculteurs, ceux qui faisaient ce que nous appellerions de l'agriculture vivrière étaient menacés par les produits venus des colonies en Italie et des comptoirs du proche orient. Plusieurs d'entre eux ne purent plus rembourser leurs dettes et, selon l'ancienne loi, furent mis en esclavage auprès de leurs débiteurs, de plus en plus riches. Cette main d'œuvre servile concurrença les petits artisans indépendants qui ne purent plus vendre leur production. Il serait long de détailler toute la mise en place du système de démocratie directe, mais retenons qu'il s'agit au départ d'un moyen de mettre des limites à la propriété privée : l'esclavage pour dette est interdit par Solon, et Périclès proposera une indemnité journalière permettant aux citoyens les plus pauvres de participer à l'assemblée et au tribunal, ainsi qu'aux spectacles des Panathénées. Notons enfin qu'il n'est pas question de femmes dans tout ça ! (voir extrait d'Aristophane en annexe, lisez vraiment c'est très très drôle)

Au niveau législatif, l'assemblée ou ekklesia est souveraine et se réunit une fois par semaine. C'est elle qui vote les lois, à main levée, sur le Pnyx : n'importe qui pouvait s'exprimer devant l'ekklesia et demander qu'une loi soit votée. L'ordre du jour de l'ekklesia était préparé par la boulè ou « conseil des 500 ». 50 citoyens par tribus étaient tirés au sort. Sur sa vie on ne pouvait être que deux fois bouleutes (non pas pour éviter l'abus de pouvoir mais parce que ce service était obligatoire et que cela représentait deux années de pertes agricoles pour le pauvre gars qui s'y collait). Chaque mois (de 36 jours), une tribu exerçait la prytanie, c'est-à-dire la coordination de la boulè. L'ekklesia a le droit de faire exiler pour 10 ans un homme qui serait dangereux pour la démocratie, et ce une fois l'an. Notons pour la petite histoire qu'on a retrouvé les ostraka servant à ces élections (d'où le nom ostracisme), et que souvent, il y en avait plusieurs centaines avec la même écriture : les citoyens ne savaient pas tous écrire, et certains ont dû en profiter...

Au niveau exécutif, le gouvernement était exercé par 10 stratèges élus pour 1 an et devant agir collégialement... c'est là que le bât blesse : si nous avons retenu les « lois de Solon », les « décrets de Clisthène », les « Réformes de Périclès », c'est justement parce que ces hommes, issus de l'aristocratie, prenaient un ascendant sur les autres. Beaucoup d'entre eux furent ostracisés (pas Périclès, qui est mort avant...). Les stratèges sont jugés devant le tribunal à la fin de leur mandat

Au niveau judiciaire, l'ekklesia est souveraine. L'Héliée qui comprend 6000 citoyens tirés au sort peut être saisie par n'importe quel citoyen. En pratique, il s'agit d'affaires assez graves : les affaires moins graves étant jugées dans chaque village (NB la mort d'un esclave est mise sur le même pied que la mort d'une tête de bétail !). Les magistrats, eux, sont jugés devant l'aréopage, qui lui est aristocratique. Le système n'est donc pas parfait.

Notons enfin que c'est la seule expérience de démocratie directe à grande échelle connue.

## Quelques exemples médiévaux

L'époque médiévale est marquée par la féodalité et la société est très fortement hiérarchisée. Il existe cependant des exceptions, comme dans les corporations, où les femmes avaient aussi le droit de participer aux décisions. Les cosaques pratiquaient la démocratie directe lorsqu'ils se rassemblaient. Enfin, la démocratie directe existait dans certaines cités marchandes de la méditerranée, à Novgorod à ses débuts et dans d'autres cités de la Baltique comme Hailu. Mais ces expériences sont très limitées et très mal jugées par le reste du monde, partagé entre noblesse, clergé et Tiers état.

## La révolution française

Les régimes politiques qui se mettent en place après la révolution française et l'indépendance des Etats-Unis sont fondés sur la représentation et l'élection. On retiendra cependant l'action d'un personnage controversé : Robespierre. Maximilien de Robespierre, en effet, était un des plus ardents défenseurs de la démocratie dès 1789. Il était contre la peine de mort, pour la citoyenneté des femmes et des étrangers ! C'est lui qui introduit dans les systèmes de représentation des clauses de non rééligibilité pour refuser la professionnalisation du système politique. Encore maintenant, son rôle exact au sein du régime de la Terreur est difficile à cerner. Enfin, citons le droit à l'insurrection, inscrit en 1793 dans la constitution et qui dit textuellement que si le gouvernement est injuste, le peuple a le devoir de se révolter.

## La commune en 1871

Lorsqu'on parle de la « Commune de Paris », on fait référence à un système proche de l'autogestion qui fut mis en place de mars à mai 1871 et fut réprimé dans le sang. Elle naît de l'exaspération des Parisiens qui ont payé très durement le siège de Paris par les Prussiens en 1870 et acceptent mal l'armistice. Cette exaspération est renforcée par ce que nous appellerions la « gentrification » de certains quartiers de Paris entre 1850 et 1870, ces quartiers étant désormais habités par les riches et leur domesticité. Deux événements servent de déclencheurs : la volonté par le petit peuple de se réapproprier l'espace urbain, et le désarmement de Paris : les Parisiens en effet ont dû payer des impôts pour financer un armement qu'ils ressentent comme leur propriété et souhaite le garder pour éviter des attaques de troupes gouvernementales comme en 1848 (où l'armée écrasa la révolte populaire).

Un soulèvement le 18 mars réussit à reprendre une partie des canons. Le 26 mars des élections d'un conseil communal sont organisées. Les personnalités élues sont représentatives des proportions des diverses classes sociales à Paris. On y trouve en effet 25 ouvriers, 12 artisans, 4 employés, 6 commerçants, 3 avocats, 3 médecins, 1 pharmacien, 1 vétérinaire, 1 ingénieur, 1 architecte, 2 artistes peintres, 12 journalistes. Plus original encore, tous les citoyens peuvent se rassembler dans des clubs qui ont pour vocation de débattre, de discuter des questions politiques, mais aussi d'aider le conseil en place. Les élus sont contrôlés, révocables et responsables. Les premiers conseils d'entreprises sont mis en place, dans lesquels les ouvriers pouvaient rassembler leurs revendications et les porter à la Commune. Un inventaire des ateliers désertés par leurs propriétaires fut effectué et les ateliers furent repris en autogestion. Enfin, les premières revendications féministes voient le jour : égalité de salaire, droit de vote.

Tout est loin d'être parfait : la presse anti-communarde était très inégalement tolérée. Sous la pression militaire de l'extérieur, les jeunes étaient enrôlés à partir de 17 ans. Enfin, 47 otages, principalement des religieux, furent exécutés.

Notons que la Commune est devenue le modèle de la révolte prolétarienne. Dans les années 30, elle alimente les discours du Front populaire. (Voir à ce propos l'émission de Daniel Mermet « Plutôt Hitler que le front populaire, le choix de la défaite », ici : [http://www.la-bas.org/article.php3?id\\_article=1974&var\\_recherche=plut%F4t+hitler](http://www.la-bas.org/article.php3?id_article=1974&var_recherche=plut%F4t+hitler))

## Les libertaires espagnols des années 30

**Attention, par manque de temps, je n'ai pas mis tout le soin nécessaire à la rédaction de ce chapitre. Certaines données manquent. Il sera bon dans un souci d'intelligence collective de me compléter.**

Les expériences libertaires en Espagne furent menées dans un contexte de guerre civile au début de laquelle les forces en présence étaient plus ou moins égales, mais durant laquelle Franco fut soutenu par l'Allemagne, l'Italie ... et officieusement par certains français au pouvoir.

Les Républicains n'étaient pas tous libertaires, loin s'en faut. Il s'agissait de poches de résistance, comme à Barcelone, ville dans laquelle les ouvriers armés pour se battre contre le fascisme se sont retrouvés à la tête d'entreprises agricoles et d'industries abandonnées par leurs propriétaires. Barcelone est ainsi le siège d'une expérience nouvelle. Là où les républicains en Espagne ont des idées communistes classiques, on pratique le conseillisme à Barcelone. Les entreprises sont gérées par des conseils ouvriers, et la ville (en ce compris les impôts, l'armée...) par des conseils révolutionnaires. L'expérience fut critiquée par les communistes eux-mêmes qui y voient une forme de « capitalisme syndical » : les ouvriers possèdent en effet leur entreprise, les entreprises ne sont pas nationalisées.

Les libertaires furent traqués et torturés par les républicains eux-mêmes : en effet, pour les communistes, les expériences libertaires sont plus dangereuses que le fascisme, vu que ça remet en cause le modèle de centralisation « démocratique ».

Notons que Noam Chomsky soulève le problème de la pertinence d'une lutte armée pour l'anarchisme, puisque l'armée par définition possède la force nécessaire à imposer sa volonté.

## Dans le monde aujourd'hui

### Les Chiapas

Les Chiapas sont de nos jours le symbole de la lutte pour la possession de la terre par les paysans. En 1994, l'armée zapatiste libère la région du Chiapas et en rend le commandement aux paysans. L'armée s'est volontairement retirée de toute forme de gouvernement. Chaque paysan va quelques semaines exercer le « bon gouvernement » pendant que ses collègues entretiennent ses terres pour lui. Chaque municipalité envoie des gens dans les caracoles au nombre de 5. Les chiapas ne veulent pas l'indépendance mais l'autonomie. Depuis les années 2000, ils affirment être armés mais ne pas se servir de leurs armes. Ont été créés des écoles et de services de santé gratuits. Ceux qui gouvernent doivent « obéir au peuple » et ne pas chercher le pouvoir. Les Chiapas sont ouvertement contre le néolibéralisme et contre le capitalisme.

### Aux Etats-Unis (même là-bas !)

En Nouvelle-Angleterre (c'est-à-dire dans le Connecticut, le Maine, le Massachusetts, le New Hampshire, le Rhode Island, et le Vermont), toutes les villes (towns ou townships) sont autonomes et pratiquent une sorte de gouvernement dénommé New England town meeting. Chaque année, les habitants de la ville se réunissent pour voter sur toutes les questions du gouvernement. Ils font toutes les lois de la ville et décident le budget de l'année suivante. Cette forme de gouvernement est la plus démocratique qui existe aux États-Unis, et est directement issue des jours fondateurs des colonies de la Nouvelle Angleterre.

## En Suisse

La démocratie est apparue le 12 et 13 janvier 1831 dans la constitution du canton de Saint-Gall. Ainsi fut fondée une volonté et une idée de « référendum véto » qui permet donc au peuple, s'il le souhaite, de rejeter une loi votée par le parlement. La politique est alors fondée, s'il le souhaite, sur une volonté de vivre ensemble à la majorité. Cette idée fut fondée par Anton Henne<sup>11</sup>.

Au début des années 1830 (début de la période dite de la "Régénération", qui dura de 1830 à 1848), plusieurs autres cantons se dotèrent de constitutions libérales prévoyant des instruments de démocratie directe. Au niveau fédéral, la première Constitution de 1848 ne prévoyait que le référendum obligatoire pour toute modification de celle-ci, de même que l'initiative populaire tendant à la révision totale de la Constitution. Le référendum facultatif portant sur les lois et les arrêtés de l'Assemblée fédérale fut instauré lors de la révision totale de la Constitution de 1874. L'initiative populaire tendant à la révision partielle de la Constitution fut, quant à elle, introduite en 1891. Par ailleurs, plusieurs modifications mineures touchant ces institutions de démocratie directe intervinrent au cours du vingtième siècle (extension du référendum aux traités internationaux et aux lois urgentes, augmentation du nombre de signatures requises, etc.).

Notons que les votations ne vont pas toujours dans le meilleur sens : interdiction des minarets, limitations de l'immigration... et vote très tardif des femmes, dans les années 1990 pour certains cantons !

## En Islande

Suite à la crise financière de 2008 endettant plusieurs banques d'Islande et conduisant ce pays à la banqueroute, un gouvernement d'union de différents partis progressistes a été élu en Islande en 2009. Ce gouvernement a mis en place l'élection d'une nouvelle assemblée constituante qui a eu lieu le 27 novembre 2010. Pour cela, 1 000 citoyens islandais ayant entre 18 à 89 ans et n'ayant jamais eu de mandat d'élu national ont été choisis au hasard dans la population. Parmi ces 1 000 personnes, 522 ont choisis de se présenter et ont eu un temps de télévision égal pour présenter leur programme. 25 de ces citoyens ont été ensuite élu par l'ensemble de la population pour créer une nouvelle constituante entre février 2011 et l'été de la même année. Un référendum devrait être conduit en 2012 pour valider cette nouvelle constituante.

## En Lybie jusqu'il y a peu (hé oui !!!)

En 1975, Mouammar Kadhafi réorganise l'appareil politique de la Libye selon une politique dite de « révolution populaire ». À partir de 1977, et suivant les idées théorisées par Kadhafi dans son Livre vert, l'État libyen est officiellement gouverné selon un système de démocratie directe, également appelé « démocratie populaire directe », le pouvoir étant théoriquement exercé par « le peuple seul ». Le mode de gouvernement défini par Kadhafi prévoit que les « masses » s'expriment via des comités populaires locaux ou régionaux, qui envoient ensuite des délégués au parlement, le Congrès général du peuple; Kadhafi lui-même, ayant renoncé à tout poste officiel dans l'appareil d'État à partir de 1979, se contente du titre de « Guide de la révolution ». La forme de gouvernement de la Libye est définie comme une Jamahiriya, soit littéralement un « État des masses ». Le système libyen de démocratie directe est régulièrement décrit comme largement fictif, et masquant dans les faits un régime politique autocratique et dictatorial dirigé par Mouammar Kadhafi et par son entourage



## Les penseurs favorables à la démocratie directe

### Dans l'Antiquité

Etonnamment dans l'Antiquité, des penseurs comme Socrate et Platon se sont prononcés largement pour... l'oligarchie. Ils étaient persuadés que le peuple n'avait pas les connaissances nécessaires pour gouverner et que la démocratie athénienne était la cause des problèmes d'Athènes. Aristote, bien que vivant à la cour du roi de Macédoine, était plus favorable à la démocratie des cités et on retiendra de lui la phrase « être citoyen, c'est gouverner et être gouverné ». Les Romains, eux, se sont abondamment moqués des grecs qui, disaient-ils, passaient plus de temps à discuter sur ce qu'on allait manger au Prytanée que des réelles questions de la cité.

### Les anarchistes (Proudhon et Kropotkine)

**Proudhon** a une conception propre de l'exploitation : il y a exploitation en ce que le patron paie des forces de travail individuelles à ses ouvriers et recueille une force de travail collective supérieure. Ainsi, les 200 grenadiers qui ont érigé en un jour l'Obélisque sur la place de la Concorde ont accompli un travail que n'aurait pu accomplir un seul grenadier en 200 jours, mais son salaire aurait été la somme de ceux versés aux 200 grenadiers : le capitalisme ne paie pas la force immense qui résulte de l'union et de l'harmonie des travailleurs, de la convergence et de la simultanéité de leurs efforts.

En conséquence de son opposition au profit, au travail salarié, à l'exploitation des travailleurs, ainsi qu'à la propriété publique, Proudhon rejette à la fois capitalisme et communisme. Il préconise l'association et adopte le terme de mutualisme pour son genre d'anarchisme, qui implique le contrôle des moyens de production par les travailleurs. Dans sa vision, des artisans indépendants, des paysans, et des coopératives échangent leurs produits sur un marché. Pour Proudhon, les usines et autres larges lieux de travail seraient dirigés par des syndicats fonctionnant par démocratie directe. L'État serait aboli ; à la place la société devrait être organisée par une fédération de « communes libres ». Proudhon se fait théoricien du fédéralisme.

Proudhon s'oppose à la taxation de l'intérêt et de la rente, mais ne cherche pas à les abolir par la loi (Solution du problème social, 1848-49). Il considère qu'une fois que les travailleurs auront organisé le crédit et le travail, de telles formes d'exploitation disparaîtront.

La théorie de Proudhon était révolutionnaire, mais sa révolution ne signifiait pas soulèvement violent ni guerre civile mais plutôt transformation de la société par l'avènement d'une classe moyenne. Cette transformation était essentiellement morale et demandait la plus haute éthique de la part de ceux qui recherchaient le changement. C'était une réforme monétaire combinée avec l'organisation contractuelle d'un crédit bancaire et d'associations de travailleurs que Proudhon propose d'utiliser comme levier pour provoquer l'organisation de la société selon de nouvelles lignes. Il ne prévoit ni ne suggère comment les institutions monétaires devraient gérer le problème de l'inflation et la nécessité d'allouer efficacement les ressources rares.

La pensée de **Kropotkine** se fonde principalement autour de trois axes :

1. comment organiser la production et la consommation dans une société libre ? À travers la collectivisation des moyens de production et des biens obtenus, ainsi qu'une rationalisation de l'économie et la création de communes autosuffisantes (la commune supprime les différences entre les villes et la campagne, crée une décentralisation



industrielle et supprime aussi la division du travail). De plus, et contrairement au capitalisme, il écarte le principe de bénéfice individuel maximum, au détriment d'un autre plus juste et plus égalitaire : « chacun selon ses besoins », et qui repose sur l'entraide (le second axe) ;

2. l'entraide : il s'agit d'une interprétation plus large de l'évolutionnisme darwinien : Kropotkine démontre que la coopération et l'aide réciproque sont des pratiques communes et essentielles dans la nature humaine. Si l'on renonce à la solidarité par cupidité, alors on tombe dans la hiérarchisation sociale et le despotisme ;
3. conception morale et éthique : seule une morale basée sur la liberté, la solidarité et la justice est à même de dépasser les instincts destructeurs qui eux aussi font partie de la nature humaine. Dans ce but, la science se doit de suivre des fondements éthiques, et non pas des principes surnaturels. La recherche des structures sociales est la clé de la connaissance des besoins humains, base du développement de la société libre.

### Noam Chomsky

Noam Chomsky a affirmé qu'il a compris le jour où le ministère américain de la guerre s'est appelé « ministère de la défense », il ne ferait plus qu'attaquer et affirme que la suite lui a donné raison. Il s'insurge contre les élites, contre la fabrique du consentement et est engagé au sein du syndicalisme américain. Il a écrit un opuscule « l'Anarchisme » dans lequel il prône une société autogérée mais sans en décrire précisément les institutions. Pour lui, le réel problème est l'état « d'esclave salarial » partagé par le plus grand nombre.

### Cornelius Castoriadis

Le projet d'autonomie défendu par Castoriadis se revendique ainsi comme un projet révolutionnaire, visant au point de vue institutionnel à construire une « démocratie radicale », qu'il définit comme une société ayant reconnu et accepté « l'absence de toute norme ou Loi extra-sociale qui s'imposerait à la société », et instaurant de ce fait l'égalité politique des citoyens.

Une véritable démocratie ne peut être selon Castoriadis qu'une démocratie directe, dans laquelle chaque citoyen peut participer sur un rapport d'égalité avec les autres à l'activité auto-instituante de la société, et plus précisément au « pouvoir explicite », c'est-à-dire à l'élaboration des lois et aux décisions gouvernementales. Castoriadis milita ainsi dès ses débuts et jusqu'à la fin contre la hiérarchisation du pouvoir politique entre un groupe d'individus aux commandes (qu'il s'agisse de prêtre, de la cour du Roi, d'un Parti, et même d'une assemblée d'élus non révocables) et le reste de la population qui est contrainte d'obéir, ou dont les protestations n'ont aucun pouvoir concret et effectif - et surtout institué - sur les décisions prises. Il reprend à ce sujet la célèbre remarque de Rousseau au sujet de la monarchie parlementaire anglaise, selon laquelle « le peuple anglais pense être libre », mais « se trompe fort; il ne l'est que durant l'élection des membres du parlement: sitôt qu'ils sont élus, il est esclave ».

De ce fait, une société démocratique, autrement dit autonome, est selon Castoriadis une société qui pose l'égalité des citoyens comme la condition de possibilité de leur liberté... Liberté et égalité ne s'opposeraient donc pas mais seraient au contraire deux notions indissociables: on ne peut être dit libre, d'après Castoriadis, que si l'on est dominé par personne, si donc personne n'a plus de pouvoir que soi pour décider des règles communes qui nous concerneront.

Il associe ainsi la démocratie à la nécessité d'instaurer une véritable sphère publique, qu'il nomme sphère publique-publique ou ekklesia, qui correspond aux institutions du "pouvoir explicite" (institutions politiques), et qui doit donc selon lui véritablement appartenir à tous les citoyens, et non être "privatisé", que ce soit par une élite politique, une bureaucratie, ou quelconques experts - experts qui pour Castoriadis, ne sauraient exister dans le domaine politique (voir plus haut, sur l'hétéronomie sociale).

Enfin, pour Castoriadis, la démocratie directe ne va pas sans que les citoyens pratiquent eux-mêmes une introspection réflexive sur leur liberté, de type psychanalytique. Pour lui, c'est l'éducation qui va permettre que la plus grande partie des gens arrivent à ce niveau de compréhension. En gros, le système social n'est jamais que le reflet du niveau de conscience des gens.

### **Stéphane Hessel**

Son opuscle « indignez-vous » a été le début du mouvement des indignés. Stéphane Hessel ne donne pourtant pas de solution dedans. Pour lui, on va dans le mur mais c'est à la jeune génération de trouver des solutions. La célèbre citation « Résister, c'est créer » est de lui.

## **En guise de conclusion : tentative de définition**

### **Définition du concept**

Il est impossible de définir la démocratie directe, sinon comme la participation directe du peuple à son propre gouvernement. On peut cependant en tirer des principes.

- 1) La démocratie directe n'exclut pas la représentativité, qu'elle organise de trois manières : rotation, tirage au sort ou élections. Les représentants doivent cependant être au service du peuple, et ils sont révocables. Cette révocabilité est au cœur même de la démocratie directe. Cette représentativité existe surtout au niveau de l'exécutif. Le législatif provient le plus souvent directement du peuple. Le pouvoir judiciaire, en dernier recours, revient aussi au peuple.
- 2) Selon les lieux et les temps, le curseur est placé quelque part entre la liberté (initiative libre des citoyens, qui sont encouragés à développer le plus possible leurs idées) et le contrôle (tout le monde doit pouvoir contrôler les initiatives de tous). Lors de l'histoire d'Athènes, le curseur a souvent voyagé d'un côté à l'autre, donnant lieu, du côté « liberté » à des initiatives individuelles malheureuses comme la dépense du trésor public pour la construction de l'acropole et du côté « contrôle » à un total blocage du système, qui n'a pas pu se défendre des attaques de Rome parce qu'on ne parvenait pas à se mettre d'accord sur la manière.
- 3) La démocratie directe trouve des mécanismes pour que l'ensemble des citoyens soit régulièrement consultés. C'est le cas notamment du référendum.
- 4) La démocratie directe n'a rien à voir avec la démocratie participative. Cette dernière est la simple consultation des citoyens dans un cadre représentatif. La démocratie directe et la démocratie représentative s'excluent car les « démocrates directs » refusent de laisser le pouvoir parlementaire à des professionnels et veulent contrôler l'exécutif par une révocabilité.

- 5) La démocratie directe demande une grande maturité politique à chaque citoyen. Il faut pouvoir dépasser son propre intérêt pour mettre au cœur du système l'intérêt commun. Sans cela, il n'y a pas d'entité. Si la démocratie directe a relativement bien fonctionné à Athènes, c'est parce qu'elle se fondait sur un très fort sentiment d'appartenance et que dans la tête des citoyens, il était bien entendu que l'intérêt collectif primait.
- 6) Il y a une notion de devoir : on DOIT participer au « bon gouvernement », être bouleute ou aller au conseil ouvrier. Lorsqu'il y a tirage au sort, on doit y aller. Lorsqu'il y a rotation, on doit assurer son tour. La démocratie directe demande un énorme investissement personnel de la part de chacun. Il est hors de question de se défilier.

## Ses limites et dangers

Ce n'est pas un hasard si la démocratie directe n'a pas été mise en place dans tous les états !

- 1) La démocratie directe demande une grande maturité politique, une volonté de participation de chacun sans prise de pouvoir. Cela demande, comme le dit Castoriadis, une grande introspection personnelle, et si le système est le reflet du niveau de conscience, c'est toute une population qu'il faudrait élever. Si la chose est possible au sein du mpOC, il sera difficile de la mettre en pratique de suite au niveau belge, ne fût-ce que parce qu'une grande partie des gens n'en a rien à faire d'exercer sa citoyenneté !!!
- 2) La démocratie directe est à la merci d'un chef qui ne dit pas son nom. Et si le chef qui a pris le pouvoir dans les faits est le chef mais en fait n'est pas le chef, il est très difficile à contester. D'où l'importance extrême des mesures de révocabilité des mandats, et l'utilité de l'ostracisme (exil pour 10 ans) à Athènes. Notons que de « simples citoyens » peuvent aussi diriger sans s'afficher dirigeant. Je ne sais pas s'il y avait une once de sincérité dans les institutions mises en place par Kadhafi mais c'est un peu le principe.
- 3) Attention qu'une démocratie directe sans débat n'est pas une véritable démocratie directe. Je ne pense pas qu'un référendum soit garant, par exemple, de la démocratie directe (voir [www.democratiedirecte.be](http://www.democratiedirecte.be), c'est édifiant). Les Suisses auraient-ils, par exemple, interdit le minaret ou le vote des femmes si de véritables débats avaient lieu au niveau local, dans les quartiers, et via des représentants au niveau fédéral ? On peut se poser la question. Je pense que le débat est au cœur de la démocratie.
- 4) Toutes les démocraties directes à part les Chiapas ont fini dans un bain de sang... Cela pose la question de la lutte armée. Chomsky dit que la révolution à ce prix n'en vaut pas la peine, d'autres se prononcent à l'inverse. Les idées de démocratie directe naissent dans des périodes comme la nôtre, des périodes de crises et d'instabilité. A cet égard, la comparaison avec les années 1870 et 1930 est parfois inquiétante. Même des mouvements comme le mouvement afro-américain gouverné par démocratie directe se sont fait taper dessus...
- 5) Une démocratie directe moderne devrait à mon sens pratiquer une stricte séparation des pouvoirs : législatif, exécutif et judiciaire, mais aussi pouvoir d'expertise, des médias et de l'argent.

## **Futurologie : une démocratie directe à la belge (juste un petit délire personnel)**

On pourrait imaginer que chaque quartier s'autogère sous forme d'assemblées hebdomadaires dans lesquelles viendrait qui veut, avec un petit exécutif tiré au sort avec devoir de participation, ou par rotation. Au niveau du parlement, on pourrait imaginer, à l'heure de l'informatique, que les initiatives citoyennes « remonteraient » auprès de parlementaires désignés par leurs pairs dans les communes. L'exécutif serait révocable, avec une limitation à deux mandats. Les gros possédants, les experts et les journalistes seraient d'office exclus de cet exécutif pour garantir la stricte séparation des pouvoirs. Enfin, la justice d'assise serait rendue par les citoyens au cœur même des communes, ce qui serait garant d'une justice à dimension humaine... Pourquoi pas ?

Marie-Eve Lapy-Tries

## **Annexes**

### **Quelques liens**

Comité pour une nouvelle résistance : <http://www.cnr-resistance.fr/>

Les émissions de Daniel Mermet : [www.la-bas.org](http://www.la-bas.org) où on retrouve Chomsky, Hessel, Castoriadis...

### **L'assemblée des femmes d'Aristophane (auteur comique 4<sup>e</sup> s aCn) : extrait**

(texte intégral ici : <http://remacle.org/bloodwolf/comediens/Aristophane/femmes.htm>)

BLÉPYROS. Pour ce qui est d'innover, sois sans crainte, vu que la nouveauté nous semble préférable à tout autre gouvernement, ainsi que le dédain des vieilleries.

PRAXAGORA. Tout d'abord que personne, en ce moment, ne me contredise ni ne m'interroge avant de connaître ma pensée et d'écouter ma parole. Je dis qu'il faut que tous ceux qui possèdent mettent tous leurs biens en commun, et que chacun vive de sa part ; que ni l'un ne soit riche, ni l'autre pauvre ; que l'un ait de vastes terres à cultiver et que l'autre n'ait pas de quoi se faire enterrer ; que l'un soit servi par de nombreux esclaves, et que l'autre n'ait pas un seul suivant : enfin, j'établis une vie commune, la même pour tous.

BLÉPYROS. Comment sera-t-elle commune pour tous ?

PRAXAGORA. Toi, tu mangeras de la merde avant moi.

BLÉPYROS. Est-ce que nous nous partagerons aussi la merde ?

PRAXAGORA. Non, de par Zeus ! mais ta brusquerie m'a interrompue. Or, voici ce que je voulais dire : je mettrai d'abord en commun la terre, l'argent, toutes les propriétés d'un chacun ; ensuite, avec tous ces biens mis en commun, nous vous nourrirons, gérant, épargnant, organisant avec soin.

BLÉPYROS. Et celui de nous qui ne possède pas de terres, mais de l'argent, des dariques, des richesses cachées ?

PRAXAGORA. Il les déposera à la masse ; et, s'il ne les dépose pas, il sera parjure.

BLÉPYROS. Mais c'est comme cela qu'il les a gagnées.

PRAXAGORA. Elles ne lui serviraient absolument de rien.

BLÉPYROS. Comment cela ?

PRAXAGORA. Rien ne se fera plus sous l'impulsion de la pauvreté ; tout appartiendra à tous, pains, salaisons, gâteaux, manteaux de laine, vin, couronnes, pois chiches. Quel profit à ne point mettre à la masse ? Dis ce que tu en penses.

BLÉPYROS. Ne sont-ce pas, en ce moment, les plus voleurs, ceux qui ont tout cela ?

PRAXAGORA. Jadis, mon cher, quand nous usions des lois anciennes ; aujourd'hui que la vie sera en commun, quel profit de ne pas mettre à la masse ?

BLÉPYROS. Si quelqu'un voit une fillette qui lui plaise et s'il veut en jouir, il lui sera permis de prendre sur ce qu'il a pour lui faire un présent, et de participer aux biens de la communauté, tout en couchant avec elle.

PRAXAGORA. Mais il pourra coucher avec elle gratis. J'entends que toutes les femmes soient communes à tous les hommes, et fassent des enfants avec qui voudra.

BLÉPYROS. Mais comment cela, si tous vont à la plus jolie et cherchent à l'avoir ?

PRAXAGORA. Les plus laides et les plus camuses se tiendront auprès des plus belles : si tu veux en avoir une de celles-ci, c'est par la laide que tu devras commencer.

BLÉPYROS. Mais comment nous autres vieux, si nous couchons avec les laides, ne trouverons-nous pas notre instrument en défaut, avant d'en venir où tu dis ?

PRAXAGORA. Elles ne résisteront pas.

BLÉPYROS. A quoi ?

PRAXAGORA. Du courage, sois sans crainte; elles ne résisteront pas.

BLÉPYROS. A quoi ?

PRAXAGORA. A la jouissance : et voilà pour ce qui te regarde.

BLÉPYROS. Votre idée ne manque pas d'un certain sens. Elle est calculée de manière que la cavité de nulle de vous ne soit vide. Mais les hommes, que feront-ils ? Elles fuiront les laids et elles courront après les beaux.

PRAXAGORA. Mais les plus laids guetteront les plus jolis garçons à l'issue du repas et les observeront dans les endroits publics ; et il ne sera pas permis aux femmes de coucher avec les beaux, avant de s'être mises en liesse avec les laids et les petits.

BLÉPYROS. Ainsi, à présent, le nez de Lysicratès aura des aspirations aussi fières que celui des beaux jeunes gens.

PRAXAGORA. Oui, par Apollon ! c'est un décret démocratique ; et ce sera une grande confusion pour les fiérots et les porteurs de bagues, lorsqu'un mal-chaussé lui dira : « Cède le pas tout de suite, et attends, pendant que je fais la chose, que je t'accorde le second tour. »

### Citations concernant la guerre civile espagnole

« Vous vaincrez mais vous ne convaincrez pas. Vous vaincrez parce que vous possédez une surabondance de force brutale, vous ne convaincrez pas parce que convaincre signifie persuader. Et pour persuader il vous faudrait avoir ce qui vous manque : la raison et le droit dans votre combat. Il me semble inutile de vous exhorter à penser à l'Espagne. J'ai dit. » Miguel de Unamuno in Discours à l'université de Salamanque, 12 octobre 1936

« La tragédie espagnole est un charnier. Toutes les erreurs dont l'Europe achève de mourir et qu'elle essaie de dégorger dans d'effroyables convulsions viennent y pourrir ensemble... Un tel cloaque, image de ce que sera demain le monde. » Georges Bernanos, *Les Grands Cimetières sous la lune*, 1938, p. 151 ; cité in Jean Guéhenno, *Journal des années noires*, 28 avril 1942, Gallimard, 1947.

« La falsification historique consiste à attribuer la responsabilité de la défaite espagnole aux masses ouvrières, et non aux partis qui ont paralysé, ou purement et simplement écrasé, le mouvement révolutionnaire des masses. Les avocats du POUM contestent tout simplement le fait que les dirigeants portent quelque responsabilité que ce soit, afin d'éviter d'avoir à assumer leur propre responsabilité. Cette philosophie de l'impuissance, qui cherche à faire accepter les défaites comme de nécessaires anneaux dans la chaîne des développements cosmiques, est parfaitement incapable de poser, et se refuse à poser, la question du rôle de facteurs aussi concrets que les programmes, les partis, les personnalités qui furent les organisateurs de la défaite. Cette philosophie du fatalisme et de la prostration est diamétralement opposée au marxisme, théorie de l'action révolutionnaire. » Léon Trotsky in *La révolution espagnole (1930-1940)*, textes présentés par Pierre Broué, Minuit, 1975.

« J'ai décrit notre armement ou plutôt notre manque d'armement, sur le front d'Aragon. Il ne fait guère de doute que les communistes retinrent délibérément les armes de crainte qu'il n'en allât trop aux mains des anarchistes qui ultérieurement, s'en serviraient pour atteindre un but révolutionnaire ; en conséquence la grande offensive d'Aragon qui eût obligé Franco à se retirer de Bilbao et peut-être de Madrid, ne fut jamais déclenchée. » George Orwell, *Hommage à la Catalogne*.

« Personne n'est mieux placé que moi pour savoir quels étaient vos soucis pendant la guerre et ce que les républicains espagnols vous doivent. Je n'ai jamais cessé en privé de rétablir les faits quand la malice ou l'ignorance tâchaient de défigurer la vérité ; je me demande si un jour je ne devrai pas le faire en public, de mon vivant, puisqu'un jour mes Mémoires se publieront après un voyage ultime. » Lettre de Juan Negrín à Léon Blum, février 1948, citée dans Léon Blum, *chef de gouvernement*, p. 372

« Dans le cas espagnol, la menace communiste inexistante est le prétexte à une contre-révolution de type classique. » François Furet, *Le Passé d'une illusion*, 1995, p. 293

## **Un petit chant pour la route : les grèves du textile à Lawrence en 1912 « Give us bread, but give us roses »)**

Pour le contexte dans lequel la chanson est née :

[http://www.lucyparsonspj.org/iww/kornbluh\\_bread\\_roses.html](http://www.lucyparsonspj.org/iww/kornbluh_bread_roses.html)

[http://www.dailymotion.com/video/x5kwi3\\_utah-phillips-bread-and-roses\\_music](http://www.dailymotion.com/video/x5kwi3_utah-phillips-bread-and-roses_music)

As we go marching, marching, in the beauty of the day,  
A million darkened kitchens, a thousand mill lofts gray,  
Are touched with all the radiance that a sudden sun discloses,  
For the people hear us singing: Bread and Roses! Bread and Roses!

As we go marching, marching, we battle too for men,  
For they are women's children, and we mother them again.  
Our lives shall not be sweated from birth until life closes;  
Hearts starve as well as bodies; give us bread, but give us roses.

As we go marching, marching, unnumbered women dead  
Go crying through our singing their ancient call for bread.  
Small art and love and beauty their drudging spirits knew.  
Yes, it is bread we fight for, but we fight for roses too.

As we go marching, marching, we bring the greater days,  
The rising of the women means the rising of the race.  
No more the drudge and idler, ten that toil where one reposes,  
But a sharing of life's glories: Bread and roses, bread and roses.

Our lives shall not be sweated from birth until life closes;  
Hearts starve as well as bodies; bread and roses, bread and roses.